



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 13 novembre 2014 — N° 42

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

La séance est ouverte à 9 h 45.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

M. Fortin (Sherbrooke) fait une déclaration afin de remercier la Fondation de la Fête du Lac des Nations qui habille une centaine d'enfants défavorisés de Sherbrooke.

M. Dufour (René-Lévesque) fait une déclaration afin de rendre hommage à Mme Jasmine Gagné.

M. Polo (Laval-des-Rapides) fait une déclaration afin de féliciter la Société littéraire de Laval.

M. Bonnardel (Granby) fait une déclaration afin de souhaiter un joyeux 20^e anniversaire à la Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska.

M. Merlini (La Prairie) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Roger Lupien.

13 novembre 2014

Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) fait une déclaration afin de souligner la Journée du souvenir trans.

M. Billette (Huntingdon) fait une déclaration afin de souligner le 40^e anniversaire de fondation du Club lions de Saint-Bernard.

Mme Soucy (Saint-Hyacinthe) fait une déclaration afin de féliciter M. Gilles Dubé et son entreprise Brasseurs du Monde.

Mme Charlebois (Soulanges) fait une déclaration afin de souligner le Mois et la Journée mondiale du diabète.

Mme Lamarre (Taillon) fait une déclaration afin de souligner la Journée mondiale du diabète et le travail accompli par l'organisme Diabète Rive-Sud.

À 9 h 56, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 10 h 20.

Moment de recueillement

Présentation de projets de loi

M. le président communique à l'Assemblée et dépose le rapport de la directrice de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

n° 202 Loi concernant la Régie intermunicipale de valorisation des matières organiques de Beauharnois-Salaberry et de Roussillon

Le rapport précise que l'avis a été fait et publié conformément aux Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

(Dépôt n° 571-20141113)

M. Billette (Huntingdon) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 202, Loi concernant la Régie intermunicipale de valorisation des matières organiques de Beauharnois-Salaberry et de Roussillon.

La motion est adoptée.

M. Fournier, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 202 soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire et que le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. le président communique à l'Assemblée et dépose le rapport de la directrice de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

n° 203 Loi concernant la vente d'un immeuble situé dans le site patrimonial de La Grave

Le rapport précise que l'avis a été fait et publié conformément aux Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

(Dépôt n° 572-20141113)

13 novembre 2014

M. Chevarie (Îles-de-la-Madeleine) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 203, Loi concernant la vente d'un immeuble situé dans le site patrimonial de La Grave.

La motion est adoptée.

M. Fournier, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 203 soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission de la culture et de l'éducation et que la ministre de la Culture et des Communications soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. le président communique à l'Assemblée et dépose le rapport de la directrice de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

n° 204 Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Le rapport précise que l'avis a été fait et publié conformément aux Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

(Dépôt n° 573-20141113)

Mme Soucy (Saint-Hyacinthe) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 204, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel.

La motion est adoptée.

M. Fournier, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 204 soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire et que le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Fournier, leader du gouvernement, dépose :

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 1^{er} octobre 2014 par Mme Boulet (Lavolette) concernant l'amélioration du temps de réponse du service ambulancier de La Tuque.

(Dépôt n° 574-20141113)

Dépôts de rapports de commissions

M. Ouimet (Fabre), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 12 novembre 2014, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 17, Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions.

(Dépôt n° 575-20141113)

Dépôts de pétitions

M. Bérubé (Matane-Matapédia) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 458 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la modification de la réglementation concernant la fabrication de vin d'origine québécoise.

(Dépôt n° 576-20141113)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

13 novembre 2014

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Schneeberger (Drummond-Bois-Francis), conjointement avec Mme Charbonneau, ministre de la Famille et ministre responsable des Aînés, M. Lisée (Rosemont) et Mme David (Gouin), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne, en ce 13 novembre, la Journée de la gentillesse;

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse les efforts et démarches de l'AQDR du Centre-du-Québec et de ses partenaires depuis 4 ans, en accordant à cette journée une reconnaissance officielle.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme de Santis (Bourassa-Sauvé), conjointement avec M. Therrien (Sanguinet), M. Surprenant (Groulx) et Mme David (Gouin), propose :

QUE l'Assemblée nationale félicite les finalistes des Prix reconnaissance du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise, que nous avons le plaisir d'accueillir dans nos tribunes aujourd'hui;

QU'elle souligne l'implication des jeunes de 35 ans et moins de la fonction publique québécoise et leur participation à l'évolution de l'État, ainsi que le travail des gestionnaires qui veillent à faire rayonner et grandir la jeunesse au sein de leurs ministères et organismes respectifs.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

13 novembre 2014

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Ouellet (Vachon), conjointement avec M. Bonnardel (Granby) et Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques), propose :

QUE l'Assemblée nationale demande le maintien du nom « Champlain » pour le pont de remplacement reliant la Rive-Sud à Montréal.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) présente une motion concernant l'étude détaillée du projet loi n° 3, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 84.1 et 185 du Règlement, M. Gaudreault (Jonquière), conjointement avec M. Heurtel, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, M. Martel (Nicolet–Bécancour) et Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne le 25^e anniversaire du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE);

QU'elle insiste sur le rôle actif qu'il joue au sein de la société québécoise, par ses interventions dans les débats environnementaux importants qui animent l'actualité;

QU'elle rappelle que le CQDE dispense de l'information juridique à des citoyens et à des groupes de protection de l'environnement, leur permettant ainsi de faire la lumière sur les dimensions juridiques des problèmes environnementaux auxquels ils font face;

13 novembre 2014

Enfin, que l'Assemblée nationale manifeste son souhait de voir se poursuivre la belle et longue aventure du CQDE.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'aménagement du territoire, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 3, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 11, Loi sur la Société du Plan Nord;
- la Commission des finances publiques, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 15, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État;
- la Commission des institutions, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 17, Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions;
- la Commission des transports et de l'environnement, afin d'entreprendre des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 16, Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions.

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, il convoque :

- la Commission de la santé et des services sociaux, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 10, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales.

13 novembre 2014

M. Ouimet, premier vice-président, donne les avis suivants :

- la Commission de l'administration publique se réunira en séance de travail afin d'organiser les travaux de la Commission;
- la Commission des relations avec les citoyens se réunira en séance de travail afin de statuer sur les observations et les conclusions de la Commission à la suite des auditions portant sur l'examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Ouimet, premier vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 21 novembre 2014, Mme Lavallée (Repentigny) s'adressera à Mme Charbonneau, ministre de la Famille, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant : « Le manque de vision du gouvernement libéral concernant l'avenir du réseau des services de garde ».

AFFAIRES DU JOUR

À 11 h 31, à la demande de M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux jusqu'à l'expiration du délai pour recevoir les avis de débats de fin de séance.

Les travaux reprennent à 11 h 41.

13 novembre 2014

À 11 h 42, à la demande de M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux jusqu'à 18 heures.

Débats de fin de séance

À 18 h 04, l'Assemblée tient deux débats de fin de séance :

- le premier, sur une question adressée par M. Lisée (Rosemont) à M. Poëti, ministre responsable de la région de Montréal, portant sur le sujet suivant : « Le maintien du nom Champlain pour le pont de remplacement entre la Rive-Sud et Montréal ».

À la demande de M. Ouimet, premier vice-président, M. Lisée (Rosemont) retire certains propos non parlementaires.

- le deuxième, sur une question adressée par M. Turcotte (Saint-Jean) à M. Blais, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, portant sur le sujet suivant : « L'avenir des carrefours jeunesse-emploi et la situation de l'emploi chez les jeunes au Québec ».

À 18 h 28, du consentement de l'Assemblée, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux jusqu'à 19 heures pour la tenue du troisième débat de fin de séance.

À 19 h 11, l'Assemblée tient le troisième débat de séance sur une question adressée par M. Paradis (Lévis) à M. Barrette, ministre de la Santé et des Services sociaux, portant sur le sujet suivant : « L'installation de gicleurs dans les centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) ».

13 novembre 2014

À 19 h 24, M. Ouimet, premier vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 18 novembre 2014, à 13 h 45.

Le Président

JACQUES CHAGNON